

# DEUX PAVÉS LANCÉS SUR LA PLACE BEAUVAU

Alors que les policiers menacent de descendre, eux aussi, dans la rue, deux livres remettent en cause la politique sécuritaire du gouvernement. PAR FRÉDÉRIC PLOQUIN

C'est l'heure des boomerangs. Jusqu'ici, Manuel Valls puis Bernard Cazeneuve avaient traversé les tempêtes sans dégâts irréparables, mais, la présidentielle approchant, la sécurité redevient un sujet brûlant. La pression monte autour du président de la République, qui le 22 octobre dernier a promis aux policiers et aux gendarmes de les récompenser à la hauteur de ce que la France attend d'eux. Mais, si les commissaires de police et les officiers, qui forment l'encadrement, ont l'assurance de voir leurs revendications satisfaites, l'ambiance est tout autre à la base. Les craquements se multiplient sur fond d'état d'urgence, de congés restreints, de stress, avec une menace permanente de nouvel attentat et la perspective d'une mobilisation générale pour l'Euro de football, en juin prochain. Résultat : les gardiens de la paix et leurs chefs sont au bord de la crise de nerfs. Voire du burn-out.

Dans ce contexte, la principale organisation syndicale, Alliance, qui n'a jamais caché son penchant à droite, met la barre tellement haut que ses représentants ont peu de chances d'apposer leur signature au bas d'un plan que François Hollande voudrait historique pour les forces de l'ordre. La posture était attendue. En revanche, les négociateurs de la Place Beauvau ne s'attendaient pas à la même résistance du côté de la seconde organisation, Unité SGP Police FO, qu'ils croyaient acquise

à leur cause. Cette résistance pourrait même déboucher sur une manifestation de policiers dans la rue, laquelle ferait très mauvais genre en ces temps où l'uniforme a retrouvé des couleurs dans la population. La perspective inquiète d'autant plus le pouvoir socialiste qu'il doit au même moment affronter la colère des jeunes, des syndicats ou des agriculteurs. Pis, l'Elysée redoute aujourd'hui que l'allongement de l'enveloppe financière – malgré les réticences de Bercy – ne parvienne à éteindre la fronde policière.

## “ON JOUE AVEC LE FEU”

Dans ce ciel syndical passablement orageux, deux livres tirant à boulets (plus ou moins) rouges sur la politique sécuritaire du gouvernement risquent de plomber un peu plus l'atmosphère Place Beauvau. Le premier émane d'un frondeur socialiste, le député Jean-Pierre Blazy, qui fut brusquement écarté de la commission des Lois alors qu'il n'avait même pas présenté le rapport d'enquête qu'on lui avait demandé, consacré justement à l'évaluation de la lutte contre l'insécurité. Sous un titre austère – *Repenser la sécurité, l'urgence démocratique*<sup>(1)</sup> –, l'élu du Val-d'Oise dit vouloir sortir des faux débats liés au « commerce électoral de l'insécurité », selon lui, une « impasse mortifère pour la cohésion nationale ». « Depuis quarante ans, le travers français est le même, dit Jean-Pierre Blazy, pas tendre avec ses camarades socialistes. On joue avec le feu. On n'a pas rapproché

la police et la justice. On n'a pas non plus rapproché la police et les citoyens, comme si on préférait les maintenir à distance. Ma conviction de député et de maire, c'est que tant qu'on ne mettra pas les citoyens dans la boucle de la production de sécurité on échouera ». Un pavé doublé d'un sévère uppercut, puisque le frondeur, qui estime que son camp a « perdu cette capacité de montrer que la gauche pouvait être crédible en matière de sécurité », dégomme les fameuses zones de sécurité prioritaires (ZSP), fierté du gouvernement, « qui n'ont pas réussi à renverser les pesanteurs » sur le terrain.

Le second livre est signé d'un haut gradé de la gendarmerie, le général Soubelet, qui se présente d'entrée de jeu en « martyr ». A lire ces quelques lignes extraites de son ouvrage<sup>(2)</sup> : « Moi, Bertrand Soubelet, général de corps d'armée, directeur des opérations et de l'emploi de la gendarmerie, j'ai été écarté pour avoir dit la vérité : la sécurité dans notre pays n'est pas assurée comme elle le devrait. » Et le militaire en exercice de poursuivre, très solennel : « Mon diagnostic est simple : la sécurité est l'affaire de tous. Il est temps de réagir, grand temps. Il y a urgence. Notre société est en danger. Jamais le danger n'a été aussi menaçant ». « Je ne roule pas pour un parti politique », estime-t-il utile de préciser, tentant d'endosser le costume seyant de lanceur d'alerte.

L'« affaire » Soubelet s'est nouée le 18 décembre 2013 et Jean-Pierre Blazy est bien placé pour en parler lui aussi, puisque, ce jour-là, c'est



fred vielcanet / gamma-rapho

devant sa commission d'enquête parlementaire sur la sécurité, au Palais-Bourbon, que le général a mis les pieds dans le plat sans en avoir averti au préalable sa propre hiérarchie. Tout y passe, ce jour-là : les 6 000 emplois supprimés par Nicolas Sarkozy, des procédures qui plombent les enquêteurs, « des coupables mieux considérés que les victimes », et même le manque de moyens de la justice, accusée de légèreté vis-à-vis des auteurs de cambriolages... Des propos publics – puisque les auditions sont ouvertes à la presse – qui secouent les dirigeants de la gendarmerie

et irritent le ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls, pour qui le fait d'opposer justice et police, comme l'a fait le général, « est extrêmement contre-productif et affaiblit l'Etat ».

## LES PIEDS DANS LE PLAT

Jean-Pierre Blazy reçoit l'assurance que le gendarme ne sera pas sanctionné et le soufflé retombe, du moins en apparence. Mais six mois plus tard, à la faveur du dernier Conseil des ministres du mois de juillet 2014, le sort du numéro trois de la gendarmerie est scellé à froid :

prié de quitter son poste, il est désormais chargé du commandement de l'outre-mer. Une mutation que les députés d'opposition travaillant au sein de la commission parlementaire Philippe Goujon, Eric Ciotti et Georges Fenech interprètent comme un « limogeage ». Qui a eu la peau du général ? Manuel Valls assure à Jean-Pierre Blazy (qui le rapporte dans son livre) que la décision incombe au seul directeur général de la gendarmerie, le général Denis Favier. Soubelet aurait commis une forme de crime de lèse-majesté en dégainant en solitaire, dans une maison où l'on joue collectif...

Quoi qu'il en soit, l'évincé est décidé à surfer sur la vague. Le général se coule dans le rôle de celui qui ose dire tout haut ce que les autres cachent, jouant sur du velours en brandissant les chiffres du taux de réponse pénale de la justice face aux auteurs de cambriolages. Avec à la clé ce formidable raccourci qui risque de mettre très en colère Bernard Cazeneuve, Soubelet écrivant qu'il « ne peut pas s'empêcher de penser » que les attentats du mois de janvier et ceux du mois de novembre « sont le résultat de plus de trente ans de mollesse dans la lutte contre l'insécurité ». Sic. ■

(1) *Repenser la sécurité*, de Jean-Pierre Blazy, L'Harmattan, 236 p., 20 €.

(2) *Tout ce qu'il ne faut pas dire*, de Bertrand Soubelet, Plon, 256 p., 14 €.